

**L'UNION DES COMORES :**  
**Mission d'Evaluation à mi-parcours**  
**Projet Filets Sociaux de Sécurité Résilients et Réactifs aux Chocs (P179291)**  
**21 avril au 1<sup>er</sup> mai 2025**  
**AIDE-MEMOIRE**

## I. INTRODUCTION

1. Une mission d'Evaluation à mi-parcours du Projet de Filets Sociaux de Sécurité Résilients et Réactifs aux Chocs (PFSS-RRC, P179291) s'est tenue du 21 avril au 1<sup>er</sup> mai 2025. Les principaux objectifs de la mission étaient de : (i) discuter de l'avancement du projet par rapport aux objectifs et cadre de résultats; (ii) suivre et appuyer la mise en œuvre des différentes composantes du projet; (iii) suivre et appuyer les aspects fiduciaires et gestion de risques environnementaux et sociaux ; (iv) suivre et appuyer les différents travaux analytiques et techniques de renforcement des activités du projets ; (v) suivre et appuyer les activités de renforcement de capacité institutionnelle et (iv) suivre la réalisation des recommandations formulées lors de la précédente mission. La mission comprenait des visites sur le terrain de quelques localités bénéficiaires des programmes.

2. L'équipe<sup>1</sup> de la mission tient à exprimer ses remerciements pour l'engagement et les échanges fructueux durant la mission et tient à remercier toutes les personnes rencontrées. Au cours de la mission, l'équipe a rencontré le Secrétaire Général du Gouvernement, le Ministre de la Santé et de la Protection Sociale (MSPS) et son équipe, le Ministère du Genre, de la Solidarité et de l'Information (MGSI), et l'Unité de Gestion des Projets Filets Sociaux (UGP-FSS) (liste en annexe 4).

3. Cet Aide-mémoire a été discuté lors de la restitution du 25 avril 2025 avec le Gouvernement dirigé par Monsieur le Secrétaire Général du Gouvernement. La version finale de l'Aide-mémoire a été approuvée par la Direction de la Banque. La diffusion officielle sera *publique*.

## II. INFORMATIONS GENERALES SUR LE PROJET

**Tableau 1 : Données sur le projet**

PFSS	Projet Parent Crédit IDA-E1530-KM
Date d'approbation	22 décembre 2022
Date de signature	23 décembre 2022
Date d'entrée en vigueur	14 février 2023
Date de clôture	30 juin 2027
Montant du Financement au moment de la signature	USD 30 millions
Montant décaissé (taux décaissement)	USD 23,9 millions <sup>2</sup> (76,7%)
Montant non décaissé	USD 7,5 millions

### 4. Avancement global des activités :

**Tableau 2 : Evaluation du Projet**

Evaluation du Projet	Précédent	Actuel
Avancement dans la réalisation de l'ODP	S	S
Progrès global de la mise en œuvre	S	S
Comp 1 : Filets Sociaux et Résilience	S	S

<sup>1</sup> La mission a été conduite par Madame Julia Rachel Ravelosoa (Economiste principale en protection sociale, Chargée de projet) et a été composée de Mesdames Vaniah Andrianjaka (Ingénieure en environnement), Vololomboahangy Cooper Razafinjatovo (Spécialiste en développement social), Nantomiora Rakotoarison (Consultante en protection sociale) de Messieurs Faly Rakotomanana (Consultant en protection sociale et suivi évaluation), Mohamed Ibrahim Abdallah (Consultant en développement humain) et de Rindra Rakotoson (Assistant d'équipe). La mission a bénéficié aussi l'appui à distance de : Madame Maharavo Ramarotahiantsoa (Spécialiste principale en Gestion financière) et de Monsieur Miarana Razaf (Spécialiste principal en Passation de marchés), avec l'appui sur place de Mesdames Aida Amada (Chargée des Opérations), Sitti Fatouma Ahmed (Assistante de programme principale), Matoiri Boina Ramlat (Assistante d'équipe) et de Ahmed Mohamed Fatihya (Assistante d'équipe temporaire). Lira Rajenarison (Spécialiste principale en Secteur Public) a également participé dans la mission pour connaître les interventions de la Banque aux Comores.

<sup>2</sup> Client Connection en date du 22 avril 2025.

Comp 2 : Renforcement de l'administration, du suivi et de la responsabilité sociale du filet de sécurité	S	S
Composante 3 : Renforcer la capacité institutionnelle pour la coordination du système de protection sociale	S	S
Composante 4 : CERC		
Gestion de projet	S	S
Passation de marchés	S	S
Gestion financière	MS	MS
Gestion des risques environnementaux	S	S
Gestion des risques sociaux – VBG	S	S
Risques [SORT]	M	M

\*S=Satisfaisant ; MS=moyennement satisfaisant ; M=moyen

**5. La performance globale du projet est satisfaisante** : La revue à mi-parcours a permis d'affirmer que tous les objectifs de développement du projet seront atteints, voire dépassés. Les plans de mise en œuvre sont en place pour atteindre les résultats. La mission félicite la partie gouvernementale et l'UGP-FSS pour la gestion des activités dans toutes les composantes aussi bien sur le plan technique, que sur le plan financier et administratif. Le taux de décaissement est passé de l'ordre de 31% en octobre 2023, à 53% le 24 avril 2024 et 66,5% en octobre 2024, et enfin 76% en avril 2025. La mission a permis de confirmer que les fonds du projet seront épuisés vers Juin 2026. Une réallocation entre les différentes catégories est probablement nécessaire. L'amélioration de la capacité technique du personnel suite aux consolidations des expériences acquises lors du projet précédent Projet Filets Sociaux de Sécurité (PFSS, P150754), accompagnée des efforts déployés dans les techniques innovantes telles que la digitalisation des opérations, l'utilisation des paiements électroniques et le dispositif de suivi numérisé ont contribué particulièrement à la réussite des interventions.

**6. La totalité des cibles seront atteintes, voire dépassées** : La mission de revue à mi-parcours a constaté la nécessité de revoir à la hausse certains indicateurs objectifs du cadre de résultats compte tenue de l'étendue des activités du projet survenues au cours de sa mise en œuvre en réponse aux différents chocs climatiques (exemple cyclone Hydaia et inondations). Ainsi, concernant les Indicateurs Objectifs Vérifiables (IOV), les cibles finales du « Nombre de bénéficiaires des programmes de filets de sécurité sociale » et celui des « Femmes bénéficiaires du filet social » seront à réviser pour passer respectivement de 200 000 individus à 250 000 individus et de 100 000 femmes et 130 000 femmes. De même, les cibles sur la « part des ménages vulnérables recevant des transferts monétaires sociaux en réponse à un choc » et la « part de femmes vulnérables bénéficiaires de transferts monétaires sociaux » seront à passer de 40% à 50%. Parmi les indicateurs intermédiaires, le nombre de « Ménages bénéficiant de transferts monétaires sociaux en réponse à un choc » est passée de 33 000 ménages à 35 000 ménages. Les cibles finales du nombre de « Ménages bénéficiaires recevant des mesures d'accompagnement relatives au capital humain » et du nombre de « Mères/pères leaders ML/PL élus et formés » sont revue à la hausse respectivement de 12 000 ménages à 15 000 ménages et de 200 individus à 500 individus pour tenir compte de l'intégration des mesures d'accompagnement dans l'ACTR. La revue à mi-parcours a observé que toutes les cibles finales dans toutes les composantes sont atteintes, voire dépassées (détails en annexe). Parmi les principaux indicateurs, le « Nombre de bénéficiaires des programmes de filets de sécurité sociale » et celui des « Femmes bénéficiaires du filet social » sont respectivement 291 068 individus et 149 540 femmes. La « Part des ménages vulnérables recevant des transferts monétaires sociaux en réponse à un choc » atteint 68,7%. Le projet couvre 41 703 ménages bénéficiaires de transferts monétaires sociaux en réponse à un choc », dont 80% sont dirigés par des femmes. 10 583 ménages bénéficiaires du programme d'activités génératrices de revenus ARIEP ont lancé leurs activités. Plus de 76,2% des ménages bénéficiaires de ACTR sont dirigés par des femmes. Concernant la gestion du projet, les coûts de fonctionnement représentent 9,7% du budget. Pour le renforcement de la coordination des filets de sécurité, 62 584 ménages sont intégrés dans le Registre Social. En résumé, après un travail final avec l'UGP-FSS pour confirmer les objectifs, une restructuration pourrait être envisagée pour réviser certains indicateurs et proposer éventuellement un raccourcissement de la date de clôture du projet au 30 juin 2026.

**7. La continuité des interventions en Filets Sociaux de Sécurité (FSS) est cruciale pour maintenir les efforts dans la protection et amélioration du capital humain, le renforcement de la résilience aux chocs, la création d'emploi et la lutte contre pauvreté :** Tenant compte des résultats positifs des activités de FSS menées depuis 2015 jusqu'à maintenant, le Gouvernement a exprimé son souhait de continuer et de renforcer les activités de FSS incluant les activités de résiliences et inclusion économiques surtout en prévision de l'épuisement du fonds du projet vers juin 2026 au lieu de juin 2027. Il a été discuté que la continuité des interventions en filets sociaux sont cruciaux pour (i) la protection et l'amélioration du capital humain (ii) continuer les investissements dans la résilience, la création d'emploi pour les vulnérables et l'autonomisation des femmes (iii) être prêt à être déployé en cas de crise notamment induite par le changement climatique et (iv) continuer à renforcer le système de protection sociale. **Pour accompagner cet effort, la création de la Direction générale de la Protection Sociale au sein du MSPS est urgente.**

#### **A. COMPOSANTE 1**

**8. Transferts monétaires Sociaux (TMS) :** La mise en œuvre opérationnelle de cette activité est terminée : 41203 ménages ont pu bénéficier de cet appui contre un objectif initial de 33.000 ménages selon le cadre de résultat. La mission a convenu que les outils de réponses crises (manuels et questionnaires) seront mis à jour tenant compte des dernières leçons apprises.

#### **B. COMPOSANTE 2**

**9. Sous-composante 2.1 : Activités de Résilience et d'inclusion économique et productive (ARIEP) :** Les 13 394 ménages bénéficiaires ont ouvert des comptes auprès des Sanduk et perçu deux tranches totalisant 160 000 KMF. À ce jour, 10 583 ménages ont lancé leurs activités, dont plus de 90 % montrent une évolution encourageante. Un suivi régulier est assuré, et le second suivi technique interviendra avant fin mai, suivi du paiement de la troisième tranche dès juillet. La mission recommande d'identifier les causes de non-démarrage d'ici fin avril, afin d'y remédier rapidement. Pour les activités démarrées tardivement, le respect du délai avant la troisième tranche est essentiel. Les appuis techniques et les formations seront renforcés sur les six prochains mois. La mise en place d'un site vitrine ou d'une foire ARIEP par village est préconisée pour faciliter l'écoulement des produits. Un suivi renforcé est également requis pour les activités à risques, comme l'élevage caprin.

**10. Sous-composante 2.2 Activités Argent contre Travail Résilient (ACTR) :** Les 5 946 ménages bénéficiaires ont entamé le premier cycle de travaux, dont 50 % avec un compte Mobile Money, et 3 376 ont déjà perçu leur paiement. Ce cycle a généré 120 453 hommes/jours de travail. La digitalisation de la présence a facilité le suivi des journées, l'élaboration des états de paiement et réduit les plaintes. La mission recommande d'ici septembre 2025 : la définition d'indicateurs techniques pour mesurer les résultats, la digitalisation des Mémoires de Projet (MDP) dans le MIS, et un bilan du 1er cycle par chaque Direction Régionale d'ici mi-mai. Le 2e cycle démarre en mai. Il est nécessaire d'en tirer les leçons et résoudre les problèmes identifiés. Pour améliorer la qualité des interventions, un système de suivi digitalisé des visites de terrain avec preuves photo est préconisé. Il faut également renforcer les sensibilisations pour l'entretien entre les cycles, les contrôles techniques inopinés et réguliers, et l'équipe de vérification des comptes afin d'accélérer les paiements

**11. Mesures d'accompagnement (MACC) des Sous-composante 2.1 et Sous-composante 2.2:** Les 694 Mères Leaders/Pères Leaders animent deux sessions EBE par mois avec l'appui des Comités de Protection Sociale. Les formations MACC se poursuivent jusqu'en juillet 2025 pour renforcer les sensibilisations communautaires. Le lancement de tontines et le renforcement des interventions à travers les "coups de pouce" MACC est prévu pour développer les capacités des bénéficiaires en gestion et investissement. Les activités ACTR continuent entre les cycles, avec un encadrement ONG et des synergies envisagées avec les MACC ARIEP. Les actions en développement de la Petite Enfance (DPE) se renforcent, incluant l'implantation progressive de garderies communautaires sur les sites pilotes.

**12. Garderie Communautaire :** La mise en place des garderies communautaires demeure une priorité pour favoriser l'emploi des femmes et donc leur autonomisation mais aussi pour le DPE. Un travail d'analyse a été réalisé et les résultats dégagent les pistes et conditions pour un début d'opérationnalisation. L'équipe du projet a déjà identifié des villages pilotes (14 localités) pour lancer les premières expérimentations. Une évaluation des besoins a été effectuée et le budget correspondant va être intégré dans la planification annuelle permettant de lancer les acquisitions. Ce lancement des pilotes sera accompagné par une série de formations et de renforcement des capacités des différents acteurs et parties prenantes (mères leaders, bénéficiaires et ONG d'appui). Au cours de la mission, des sessions d'appui technique ont eu lieu pour affiner la planification des différentes activités. Il a été convenu que ces pilotes seront lancés d'ici la fin du mois de juin 2025. Les leçons apprises de cette expérimentation pilote aideront à étendre le modèle dans les autres localités bénéficiaires du projet.

**13. La communication est à renforcer :** L'UGP-FSS dispose actuellement de supports de visibilité déployés à tous les niveaux : au sein du bureau national (BN), dans les bureaux régionaux (BR), auprès du personnel du projet ainsi qu'à l'échelle communautaire (supports visuels, uniformes, et outils de travail pour les acteurs communautaires et les bénéficiaires). Pour les six mois à venir, les perspectives en matière de communication incluent la finalisation des histoires de succès par village, le renforcement de la diffusion des résultats du projet, le développement des compétences en photographie et vidéographie, l'acquisition des matériels de communication, ainsi que la production accrue de supports audiovisuels. La mission a également recommandé le renforcement des visuels dans le BN, BR, et dans les villages.

### C. COMPOSANTE 3

#### **14. Sous-composante 3.1 : Renforcement de capacité institutionnelle**

**(a) Décret sur la coordination du secteur de la protection sociale à adopter avant fin mai 2025 :** ce décret figure parmi les actions prioritaires de la deuxième série d'appui budgétaire et la mission a souligné l'urgence de son adoption. Le draft de décret est déjà disponible, la mission a convenu que le Gouvernement adoptera au plus tôt ce décret afin de pouvoir respecter les calendriers de cet appui budgétaire. Pour ce faire, le MSPS mettra également en place la DGPS avant mi-mai 2025. Une proposition de cette structure a été discutée avec l'UGP-FSS et transmise auprès du Ministère.

**(b) Registre social et registre des bénéficiaires :** Plus de 85% des activités de mise en place du Registre Social sont réalisées. Même si quelques modules sont encore en cours de finalisation, le Registre Social est déjà opérationnel. Il comprend 62 584 ménages vulnérables répartis dans 122 villages dans les trois îles des Comores. Un modèle de type Proxy-Means-Testing (PMT) est intégré dans le dispositif pour calculer les scores de vulnérabilité des ménages et de les classer selon le degré de vulnérabilité. Un seuil de vulnérabilité est déjà introduit pour identifier les ménages vulnérables. Le module d'octroi de l'identification unique est déjà mis en place et le module de détection et traitement des doublons est en cours de finalisation. Pour finaliser l'apurement des données contenues dans le Registre Social et collecter des données dans d'autres villages, la mission recommande de collaborer avec l'INSEED, dans le cadre du projet PRRC. Le modèle PMT sera mis à jour en utilisant les bases de données récentes disponibles sur les conditions de vie des ménages. Le renouvellement du contrat du consultant qui a conçu le Registre Social doit être effectué le plus tôt possible pour finaliser les modules incomplets, pour un contrat de six mois étalés sur 12 mois. Le protocole d'accès aux données doit être finalisé. Des échanges d'expériences avec d'autres pays seront organisés pour la finalisation du module d'interopérabilité avec d'autres bases de données. L'UGP-FSS continue le développement et la gestion technique de la base de données. Les activités de promotion et de sensibilisation sur le Registre Social sont attribuées à la DGPS qui sera installée au sein du MSPS.

**(c) Ancrage institutionnel de la protection sociale :** La mission a pris connaissance de la nomination du nouveau gouvernement avec une confirmation de l'ancrage de la protection sociale au niveau du MSPS. La mission a convenu avec le Gouvernement que le projet continuera de travailler avec le MSPS sur les aspects de protection sociale et le MGSI sur les aspects liés au genre. Les deux ministères *sont* donc représentés dans le comité de pilotage. Les discussions avec le gouvernement ont montré la nécessité de réaliser une mise à jour de la politique nationale de la protection sociale ainsi que l'élaboration d'une stratégie nationale de la protection sociale. Ces activités seront incluses dans le plan de travail 2025 sur le renforcement de capacité institutionnelle.

**(d) Mise à disposition de bâtiments administratifs :** La mission a noté avec satisfaction la réhabilitation du BN de l'UGP-FSS financé entièrement par les fonds du PFSS-RRC. La mission rappelle que lors de la mission en avril 2024, il a été convenu que le Gouvernement mettra à la disposition du projet des bâtiments administratifs pour les directions régionales de Ngazidja et de Ndzouani. La mission encourage la formalisation de cette attribution de bâtiments administratifs.

#### **15. Sous-composante 3.2 : Gestion de projet, suivi évaluation, digitalisation, etc<sup>3</sup>.**

• **Management and Information System (MIS)-Digitalisation :** La mission a constaté avec satisfaction les efforts menés par la partie gouvernementale et l'Unité de gestion du Projet pour la digitalisation des opérations dans le cadre du projet. Le dispositif digital mis en place au sein du projet comporte plusieurs composantes : la Plateforme de Gestion des Bénéficiaires (PGB), la Plateforme de Gestion des Plaintes (PGP) et la Plateforme de Gestion Interne (PGI). Le logiciel Kobo Toolbox, Power BI est utilisé pour la collecte et traitement des données. Toutes les opérations techniques depuis le ciblage à la sortie des états de paiement sont déjà digitalisées. Le Management Information System (MIS) est déjà disponible et étendu sur quelques fonctionnalités. Désormais, le

---

<sup>3</sup> Les détails sur la communication, digitalisation et suivi évaluation sont en annexe.

projet est complètement indépendant pour la mise à jour du dispositif. D'importants efforts sont déployés par le projet pour le renforcement de capacité du personnel dans ce domaine. La mission recommande de consolider ces efforts. Le serveur principal a été endommagé suite aux effets des tonnerres. La mission a recommandé de le remplacer le plutôt possible pour éviter la rupture des activités du serveur. Le recrutement d'autres stagiaires est également jugé nécessaire pour alléger les charges de travail dans le département Digitalisation. Le projet doit également faire des investissements pour acheter des logiciels professionnels sous licence plus riches en fonctionnalités par rapport aux logiciels gratuits utilisés actuellement. Après la mise en place d'un système de gestion intégré digitalisé, la conception d'un tableau de bord centralisé devra être prioritaire.

- **Gestion des paiements et des contrats des agences de paiements :** Certaines zones ont connu des retards de paiement dont le projet aurait pu anticiper et éviter ou tout au moins réduire les délais d'attente. La mission encourage l'UGP-FSS à être plus proactive dans la gestion des activités. La mission a signalé que les BR sont les premiers responsables de ces paiements et doivent s'assurer de la complétude des informations. Compte tenu des multiples retards et problèmes répétitifs dans la livraison des rapports de paiement, l'UGP-FSS est invité à identifier des alternatives pour ne plus être dépendant de paiement des fonds restants de ARIEP à Anjouan par Sanduk. Le projet identifiera le moyen approprié pour effectuer le paiement de la troisième tranche de ARIEP et du fonds de sortie. La mission a rappelé que le projet et les agences de paiements doivent respecter les délais de traitement de dossier et effectuer le paiement à temps selon le contrat convenu.

- **Suivi et supervision des activités :** La mission a rappelé que la qualité des interventions sur le terrain est de la responsabilité entière du projet, bien que le projet recrute des ONG pour appuyer la mise en œuvre au niveau communautaire. Un suivi rapproché des interventions des prestataires et des activités doit être effectué par tout le personnel du projet. Les suivis et visites de terrain et des agents du projet ainsi que des AGEX se font de manière digitale et des rapports réguliers sur ces suivis seront élaborés pour chaque BR.

- **Renforcement de capacités du staff :** La mission a convenu que afin de renforcer les besoins de certaines directions/départements, l'UGP-FSS pourra recruter des stagiaires ou des consultants temporaires selon les besoins en particulier pour les BR de Ndzouani ou de Ngazidja quand les besoins se font sentir. En effet, la mission a noté que les charges de travail à Mwali sont très faibles par rapport aux deux autres îles. Les échanges virtuelles et physiques avec certains projets de FSS comme celui de Madagascar seront renforcées afin d'améliorer la qualité des interventions.

- **Suivi-évaluation: le projet accorde une importance particulière sur le suivi-évaluation :** Parmi les points forts du projet est que les technique et dispositif spécifiques mis en place pour le suivi-évaluation sont conformes aux standards internationaux. Le dispositif comporte les composantes suivantes : Enquêtes Evaluation d'impact (baseline et endline), Enquêtes suivi technique périodiques et Enquêtes SECAP. Pour l'évaluation d'impact du projet, une enquête sur la situation de référence (baseline) a été réalisée avant le paiement de la deuxième tranche de transfert. Un dispositif de même type est mis en place parallèlement pour apprécier l'impact des activités du projet dans le DPE. La mission recommande d'accélérer le traitement des données et la rédaction des rapports d'analyse sur ces enquêtes baseline avant mi-juillet 2025. L'enquête suivi technique n°1 (parmi les cinq) est terminée et a permis d'apprécier les conditions de démarrage des activités ARIEP. L'enquête suivi n°2 est en cours de préparation. Il a été recommandé de terminer le traitement des données et la rédaction du rapport d'analyse avant fin juillet 2025. Deux enquêtes SECAP (parmi les quatre) ont été effectuée et dont les rapports sont déjà validés. La mission recommande de capitaliser les résultats de ces enquêtes pour améliorer la gestion du projet à la suite des perceptions et réponses des ménages bénéficiaires ou des encadreurs.

**17. Logistique :** Le projet a fait des efforts particuliers en finançant la réhabilitation et extension du bâtiment du BN. L'objectif consiste à améliorer les conditions de travail et la visibilité du projet. Les travaux sont réalisés et la qualité est satisfaisante. La mission a noté que l'espace enfant et allaitement n'est pas encore en place. La mission a recommandé de renforcer les outils de communication (visuels et plaques) sur le site ainsi que la sécurité en mettant des caméras de surveillance dans les endroits stratégiques aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur: mettre des portes fermées infranchissables à l'entrée de l'escalier et aux deux portes d'entrées en rez-de-chaussé, rajouter des portes biens solides et sécurisées aux salles stratégiques, éviter que des personnes étrangères au projet y compris les élèves environnantes ne circulent dans l'enceinte du bâtiment, protéger contre la pluie l'entrée dans le bâtiment, etc. Des stagiaires doivent se relayer pour assurer l'accueil et la réception pour les demandeurs de services à l'UGP-FSS.

#### **D. GESTION FINANCIERE**

**18.** La performance en gestion financière est notée moyennement satisfaisante du fait (i) des retards récurrents et importants constatés dans la transmission des rapports de suivi financier sur 2024, (ii) la vacance du poste de RAF et le départ du Chef comptable, (iii) les faiblesses dans la gestion des contrats des agences de paiement. La

comptabilité est néanmoins à jour au moment de l'intervention. Les recommandations de l'audit de 2023 ont été généralement considérées par le Projet. Le rapport d'audit de l'exercice 2024 est attendu d'ici le 30 juin 2025.

**19.** Malgré les efforts fournis par le projet pour renforcer le suivi des contrats avec les agences de paiement, des retards persistent dans la collecte des rapports financiers impactant la documentation des avances effectuées. La mission relève particulièrement le cas du SANDUK Anjouan qui accuse des retards importants dans la production des rapports et rappelle au Projet de se strictement se conformer aux termes du contrat en cas de manquement sur les obligations contractuelles. La mission requiert du projet d'explorer les alternatives pour assurer les prochains paiements dans de meilleures conditions d'ici le 30 avril 2025.

**20.** La mission note que les interventions successives en audit interne se limitent à des revues de conformité aux procédures administratives et au suivi des recommandations d'autres missions. L'audit interne n'a pas couvert le système de paiement appliqué par le projet dans le cadre des activités de transferts monétaires. Le Projet devra présenter à la Banque le rapport d'évaluation de l'auditeur interne d'ici le 15 mai 2025.

**21. Budget :** L'enveloppe du financement d'un montant de 30 millions USD est engagé à 78% (23,396 millions USD) et exécuté à 58% (17,482 millions USD) au 31 mars 2025. Le PTBA 2025 s'élève à 9.509 millions USD est engagé à 7% et exécuté à 8% au 31 mars 2025. Le suivi budgétaire est fait de façon satisfaisante à travers le logiciel comptable du projet. Le taux de décaissement selon Client Connection en date du 22 avril 2025 est de 76.7%. Le projet décaisse régulièrement sur la base de rapport de suivi financier et des prévisions de 6 mois. Le dernier approvisionnement remonte à décembre 2024, suivi de deux paiements directs en février et mars 2025.

#### ***E. PASSATION DE MARCHES***

**22.** La mission a constaté que : (i) L'effectif de la passation de marchés est presque complet. En effet, il reste à finaliser le recrutement de l'APM de Ngazidja et l'arrangement pour l'APM de Mohéli ; (ii) Le RPM dispensait des formations de base pour le personnel concerné notamment avant les évaluations ; (iii) Les archivages sont bien classés et sont sécurisés tant au niveau central que dans les Iles ; (iv) Le site web du projet est fonctionnel mais ne présente pas encore les fonctionnalités convenues lors de la dernière mission ;(v) Le manuel de procédure nécessite quelque mise à jour.

**23.** En conséquence, il était convenu que : (i) Le recrutement du personnel restant pour la passation de marchés sera finalisé avant fin mai 2025 ; (ii) le RPM continuerait les appuis aux évaluateurs autant que de besoin ; (iii) Le site web du projet intégrera les fonctionnalités convenues avant 16 juin 2025 ; (iv) Le projet proposerait des mises à jour du manuel au plus tard le 15 mai 2025.

**24.** De tout ce qui précède, la performance du projet est évaluée satisfaisante.

#### ***F. GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX***

**25.** La performance environnementale et sociale (E&S) est jugée satisfaisante. Les recommandations du dernier Aide-mémoire ont été considérées de manière satisfaisante. Tous les instruments E&S sont préparés en amont des activités et la mission a permis de vérifier la mise en œuvre des mesures E&S sur site. Toutefois en vue d'une amélioration des pratiques, il a été proposé des mesures additionnelles dont l'utilisation de pots biodégradables au niveau des pépinières, le renforcement de la communication et information sur le projet notamment sur les différents critères de ciblage des activités et de bénéficiaires. Par ailleurs, la mission a rappelé les besoins de remise des rapports E&S conformément aux dispositions du Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES). Les autres recommandations de la mission sont présentées en annexe 2 du présent aide-mémoire.

**26.** Les réalisations en matière de prévention et de réponse EAS/HS durant le dernier semestre sont la mise à jour du plan d'action en février 2025 et la signature le code de conduite par tous les travailleurs (UGP, prestataires). Toutefois, les canaux inclusifs ne sont pas encore identifiés. La recommandation y afférente sera définie dans l'Annexe 2. Aussi, 6 847 plaintes ont été reçues et clôturées. L'enregistrement de toutes les plaintes sur KOBO est quasi- achevé avec un taux de 94, 91%. Le mécanisme a démontré son accessibilité par tous avec la diversité des plaignants (bénéficiaires, non bénéficiaires, potentiels prestataires, etc). Et les SECAP sont en cours de digitalisation.

**27.** Un incident a été reporté en janvier 2025. Il s'agit d'un accident non sévère où le gardien de l'UGP a été renversé par une moto. Le personnel concerné est désormais bien rétabli et a repris son travail.

**G. SITUATION DES DERNIERES RECOMMANDATIONS**

**28.** Le tableau de suivi des principales actions convenues au cours de la dernière mission d'appui à la mise en œuvre et leur statut actuel est en annexe 1. Les recommandations et actions convenues à l'issue de la présente mission sont données en annexe2

**III. PROCHAINE MISSION DE SUPERVISION**

**29.** La prochaine mission de supervision est planifiée durant le deuxième semestre 2025. La performance du Projet sera jugée sur la base des indicateurs de résultats et sur la réalisation des actions convenues.

USAGE PUBLIC

### Annexe 1 : Suivi des recommandations de la dernière mission

<b>Rubrique</b>	<b>Actions convenues à entreprendre pour résoudre les problèmes critiques, le cas échéant.</b>	<b>Partie responsable</b>	<b>Calendrier</b>
TRANSFERTS MONETAIRES SOCIAUX (TMS)	Mise à jour des outils et manuel réponse court terme et réponses crises	DNSE	Réalisé
ACTIVITES DE RESILIENCE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE (ARIEP)	Actualisation des données sur les 50 ménages inaptes, régularisation des plans de Résilience et plans d'encadrement	Bureaux Régionaux	Réalisé
	Actualisation du plan opérationnel ARIEP	Bureaux Régionaux et équipe Digitalisation	Réalisé
	Convention avec les CRDE et/ou autres partenaires : document cadre de Convention- signature-mise en application	CN-DPO	Réalisé
	Actualisation du manuel ARIEP	CN-DPO	Réalisé
	Finalisation du plan d'évaluation de qualité	CN-DPO	Réalisé, intégré dans suivi 1,2,3
	Déploiement des Statisticiens et enquêteurs (Baseline) sur le terrain	CN-DNSE	Réalisé
	Suivis 1 et analyse des données sur les activités de Résilience des ménages	Bureaux Régionaux	Réalisé
	Suivis 2, 3	Bureaux Régionaux	Mai 2025
	Partage du rapport SECAP 2-BM	CN, DNSE	Réalisé
	Réalisation du SECAP 3	Resp VBG, Bureaux Régionaux	Mai 2025
	Réalisation de vidéo de témoignage des bénéficiaires des ARSE et FS	DNSE, DPO	Mai 2025
	Préparation stratégie et plan de sortie des ménages ARIEP-ACTR	DPO, RPSRCAF	Juin 2025
	ARGENT CONTRE TRAVAIL RESILIENT (ACTR)	Estimation de la surface réhabilitée	DPO
Arrêter le choix des villages pilotes par île		Directions Régionales	Réalisé
Finaliser et transmettre à la Banque les MDP pour ces villages pilotes		DPO / DR/ RNACGRES	Réalisé
Elaborer et transmettre à la BM les projets de conventions avec les partenaires (CRDE ou autres) pour les formations techniques correspondantes aux ACTR sur Ces villages pilotes		DPO / DR/ RNACGRES	Réalisé
Classer toutes les activités ACTR par type par île - identifier les partenaires Responsables) qui seront chargés des formations techniques + projets de convention à établir		DPO / DR/ RNACGRES	Réalisé
MESURES D'ACCOMPAGNEMENT (MACC)	Recrutement consultant en confection de jeux et de jouets DPE	CN, DPO	Non réalisé
	Conception des guides de formation complémentaire DPE (Tranche d'âge 0-3 ans, 3 à 6 ans)	RPSRCAF	Réalisé
	Actualisation du plan opérationnel et de suivis des MACC-DPE-VBG (Sensibilisation-EBE-VAD-démonstration culinaire)	DPO- RPSRCAF-RARIEP- RACTRRVBG	Réalisé

	Formation des formateurs et ONG MACC-DPE (Projet)	DPO- RPSRCAF-RARIEP- RACTRRVBG	Réalisé
	Formation ML-PL-CPS sur les MACC-DPE (vague 2) -évaluation des formations	DPO- RPSRCAF-RARIEP- RACTRRVBG	Réalisé
	Identification des sites de réalisation des regroupements EBE	DPO- RPSRCAF-RARIEP- RACTRRVBG	En cours
	Actualisation du manuel MACC-DPE	DPO- RPSRCAF-RARIEP- RACTRRVBG	Réalisé
	Programme d'internalisation du manuel PFSS-RRC-MACC-VBG par Direction	DPO- RPSRCAF-RARIEP- RACTRRVBG	Non réalisé
	Identification et acquisition des jeux et jouets à importer	DPO- RPSRCAF-RARIEP- RACTRRVBG	Réalisé
	Identification et acquisition des matériels locaux pour la confection des jeux et Jouets DPE	DPO- RPSRCAF-RARIEP- RACTRRVBG	Réalisé
	Acquisition des matériels d'aménagement EBE	DPO- RPSRCAF-RARIEP- RACTRRVBG	En cours
	Atelier national et régional sur la validation du résultat de l'évaluation des garderies Communautaires	DPO- RPSRCAF-RARIEP- RACTRRVBG	Réalisé
	Plan de mise en œuvre des garderies Communautaires (pilote et extension)	DPO- RPSRCAF-RARIEP- RACTRRVBG	Réalisé
	Mise en œuvre des garderies communautaires ARIEP-ACTR pilote	DPO- RPSRCAF-RARIEP- RACTRRVBG	En cours
	Convention de partenariat avec PTF (COMPASS, DPS, autres)	DPO- RPSRCAF-RARIEP- RACTRRVBG	Non réalisé
	Réaliser les travaux d'investigation sur la mise en place des garderies Communautaires-pilotes	DPO- RPSRCAF-RARIEP- RACTRRVBG	Réalisé
SUIVI EVALUATION	Recrutement des consultants pour l'enquête Baseline	CN, DNSE, DNAFP	Réalisé
	Finalisation des documents d'enquête	DNSE, Consultant	Réalisé
	Collecte de données Baseline	DNSE, Consultant	Réalisé
	Validation du canevas de planification et d'évaluation des performances de l'équipe technique PFSS-RRC (pilote-extension pour les autres postes après) Plan de vérification digitale (Kobotoolbox-MIS) et archivage (cloud) des livrables et documents de travail équipe technique	CN- DNSE-DDARSI-DPO	Réalisé
	Evaluation des performances équipes techniques Etablissement du cadre de résultat par Ile Etablissement des indicateurs spécifiques	CN- DNSE-DDARSI-DPO	Juillet 2025
MIS	Module ressources humaines et suivis des acteurs sur terrain	CN- DNSE-DDARSI-DPO	Juillet 2025
	Module communication	CN- DNSE-DDARSI-DPO	Juillet 2025

	Mise à jour site web – suivi des dossiers de passation de marché : compteurs etc,	CN- DNSE-DDARSI-DPO	Juin 2025
	Digitalisation MDP, rapport des agences de paiement, etc	CN- DNSE-DDARSI-DPO	Réalisé
REGISTRE SOCIAL	Finalisation de l'application RSU et des différents modules	DDARSI	Juillet 2025
	Protocole d'entrée et de sortie	DDARSI	Réalisé
	Protocole de validation des données	DDARSI	Juillet 2025
Logistique	Renforcement des équipements de l'équipe fiduciaire, communication et Digitalisation	CN-DNAFP	Réalisé
Données sur les paiements	Collecte et analyse des données provenant des agences de paiement	CN-DNAFP	Juillet 2025
Renforcement de capacité institutionnelle	Mise à jour des TDR et projet de contrat des agences de paiement	CN-DNAFP	Réalisé
	Décret sur la coordination du secteur de la protection sociale	CN-DNAFP	Mai 2025
	Mise à jour et tenu du comité de pilotage du Projet	CN-DNAFP	Mai 2025
	Plan de travail 2025	CN-DNAFP	Réalisé
GESTION FINANCIERE	Présenter les coûts dans le budget global du projet distinctement (rémunération AGEX, MACC, AGEP, transfert bénéficiaires...) pour chaque composante pour avoir le ratio par rapport au nombre de bénéficiaires	DNAFP	
GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX			
	Une liste des activités concernées par les outils de gestion des risques E&S (PGES, prescriptions E&S, Fiches de screening...)	UGP	
	Plan de formation et de renforcement de capacité est à élaborer, conformément aux dispositions du Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES)	UGP	
	Prospection d'autres canaux VBG/EAS/HS inclusifs	UGP	Non réalisé

## Annexe 2 : Recommandations

<b>Rubrique</b>	<b>Actions convenues à entreprendre pour résoudre les problèmes critiques</b>	<b>Partie responsable</b>	<b>Calendrier</b>
ACTIVITES DE RESILIENCE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE (ARIEP)	Identification et classification des causes des cas de non-démarrage	DDARSI, Resp. ARIEP	Mi-mai 2025
	Validation du document technique sur les améliorations ARIEP	CN	Mai 2025
	Spécification des sites vitrines par activité, liste activité vitrine par village	Resp. ARIEP	Mai 2025
	Partage du rapport de suivi n-2		Juillet 2025
ARGENT CONTRE TRAVAIL RESILIENT (ACTR)	Mise en place dispositif de suivi digitalisé des visites sur terrain des AGEX	DDARSI, Resp. ACTR	Juillet 2025
	Bilan des ACTR par île et partage des résultats	DR, Resp. ACTR	Mi-mai 2025
	Contrôles inopinés sur terrain des agents UGP	Resp. ACTR	Mai 2025
	Renforcer équipe pour vérification des comptes des bénéficiaires	CN	Mai 2025
	Digitalisation et intégration MDP dans le MIS	DR, Analystes réseaux	Juillet 2025
	Définir indicateurs techniques pour mesurer les résultats	Resp. ACTR	Sept 2025
MESURES D'ACCOMPAGNEMENT (MACC)	Démarrage des tontines et coups de pouce	Resp. MACC	Mai 2025
	Lancement Garderies pilotes	DNPFSGRES, Resp. MACC	Juin 2025
	Matérialisations des sites DPE	Resp. MACC	Juin 2025
	Elaboration du guide de formation pratique en gestion financière et investissement	Resp. MACC	Juin 2025
COMMUNICATION	Actualisation du plan de communication (communication des résultats du projet, visuels au niveau communautaire)	DNSESI-RCOM	Mai 2025
	Plan de diffusion des vidéo et audios dans le cadre du PFSS	DNSESI-RCOM	Mai 2025
	Couvertures vidéo et photos des sites vitrines du PFSS (ARIEP-ACTR-MACC-DPE ET GARDERIE)	DNSESI-RCOM	Juillet 2025
	Plan d'aménagement visuels-mobiles des EBE et Garderies communautaires-espaces enfant au bureau PFSS	DNSESI-RCOM	Mai 2025
SUIVI EVALUATION	Traitement et analyse données baseline	DNSE-Consultants statisticiens	Mi-Juillet 2025
	Traitement et analyse données Suivi 1	DNSE-DDARSI, Assistants	Juin 2025
	Traitement et analyse données baseline DPE	DNSE-DDARSI, Assistants	Juillet 2025
	Amélioration et digitalisation du questionnaire suivi-2	DNSE, DDARSI, Resp. ARIEP	Mi-mai 2025
	Collecte du Suivi-2	DNSE, DDARSI, Resp. ARIEP	Mai 2025
MIS	Finalisation du Plateforme de Gestion Interne (PGI)	DDARSI	Juillet 2025
	Achats logiciels sous licence	DNAFP, DDARSI	Août 2025

	Elaboration Tableau de bord central	CN, DDARSI	Juillet 2025
	Remplacement du serveur de secours endommagé	DNAFP, DDARSI	Juillet 2025
REGISTRE SOCIAL	Renouvellement du contrat du consultant spécialiste du Registre Social	DNAFP, DDARSI	Mai 2025
	Finalisation de l'Apurement des données	DDARSI, INSEED	Juillet 2025
	Mise à jour du modèle PMT	DDARSI, BM	Août 2025
	Echanges d'expériences avec autres pays (interopérabilité)	DDARSI,	Août 2025
	Finalisation modules de détection et traitement des doublons		Juillet 2025
Logistique	Installation de caméras de surveillance au bureau national (intérieur et extérieur)	DNAFP	Juillet 2025
Données sur les paiements	Recueil des bases de données sur les relevés des comptes des bénéficiaires	DNAFP	Juillet 2025
Renforcement de capacité institutionnelle	Plan de travail 2025	MSPS, MGSI	Juillet 2025
	Mise en place de la Direction Generale de la Protection Sociale	MSPS	Mai 2025
	Adoption du Décret de renforcement de la coordination du secteur de la protection sociale	MSPS	Mai 2025
GESTION FINANCIERE	Transmission des RSF dans les 45 jours qui suivent la fin du trimestre	UGP	15 mai 2025 pour le 1er trimestre 2025
	Transmission du rapport d'audit de l'exercice 2024 à la Banque dans les 6 mois qui suivent la fin de l'exercice financier	UGP	30 juin 2025
	Présentation des options alternatives pour les prochains transferts monétaires - Anjouan	UGP	30 avril 2025
	Soumission à la Banque de l'évaluation de la performance de l'auditeur interne	UGP	30 avril 2025
	Recrutement du RAF pour appuyer l'équipe en place	UGP	30 avril 2025
GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX	Soumission du rapport E&S pour le premier trimestre 2025	UGP	30 mai 2025
	Soumission des différents PGES-types avec les différentes activités concernées	UGP	15 juin 2025
	Analyse de la performance environnementale et sociale et élaboration d'un plan d'actions de mesures additionnelles / correctives	UGP	30 juillet 2025
	Prospection d'autres canaux VBG/EAS/HS inclusifs	UGP	30 juin 2025
PASSATION DE MARCHÉS	Finalisation du recrutement des agents restants	UGP	15 mai 2025
	Intégration des fonctionnalités convenues dans le site web	UGP	15 juin 2025
	Proposition de mise à jour du manuel	UGP	15 mai 2025

**Annexe 3 : CADRE DE RESULTATS DU PFSS-RRC**

<b>Enoncé de l'indicateur</b>	<b>Cible finale initiale</b>	<b>Cible finale révisée</b>	<b>Situation octobre 2024</b>	<b>Situation Avril 2025</b>	<b>Observations</b>
<b>Fournir des transferts monétaires d'urgence et améliorer la résilience des ménages vulnérables.</b>					
Nombre de bénéficiaires des programmes de filets de sécurité sociale	200 000,00	250 000,00	<b>291 068</b>	<b>291 068</b>	Il s'agit de nombre d'individu bénéficiaires du programme y compris les victimes du Cyclone Hydaia
Femmes bénéficiaires du filet social	100 000,00	130 000,00	<b>149 540</b>	<b>149 540</b>	Il s'agit de nombre de femmes bénéficiaires dans le ménage y compris victimes du Cyclone Hydaia
<b>Fournir des transferts monétaires d'urgence</b>					
Part des ménages vulnérables recevant des transferts monétaires sociaux en réponse à un choc (Pourcentage)	40%	50%	<b>68,7%</b>	<b>68,7%</b>	Cet indicateur est calculé sur la base des bénéficiaires enregistrés / le nombre de ménages vulnérable sur la base des extrapolations du nombre de ménages en 2025 à partir du RGPH2017 et le ratio de pauvreté de ménages selon le EHCVM2019
Part de femmes vulnérables bénéficiaires de transferts monétaires sociaux (Pourcentage)	40%	50%	<b>54,0%</b>	<b>54,0%</b>	Cet indicateur est calculé sur la base nombre de ménages bénéficiaires dirigés par des femmes / le nombre de ménages vulnérables dirigés par des femmes sur la base des extrapolations du nombre de ménages en 2025 à partir du RGPH2017 et le ratio de pauvreté de ménages selon le EHCVM2019
<b>Améliorer la résilience des ménages</b>					
Part des bénéficiaires ayant démarré leur activité à la fin du programme d'opportunités économiques (Pourcentage)	50%		<b>NA</b>	<b>85,5%</b>	Cet indicateur inclut les ménages ARIEP et ACTR
Part des femmes bénéficiaires qui ont démarré leurs activités à la fin du programme (Pourcentage)	65%		<b>NA</b>	<b>85,5%</b>	Cet indicateur inclut les ménages ARIEP et ACTR
<b>Indicateurs de résultats intermédiaires par Composante</b>					
<b>Assurer une réponse immédiate aux chocs</b>					

Ménages bénéficiant de transferts monétaires sociaux en réponse à un choc (Nombre)	33 000,00	35 000,00	<b>41 703</b>	<b>41 703</b>	Il s'agit des ménages bénéficiaires reçu le transfert de la composante 1 dont <b>1 829</b> ménages bénéficiaires liés aux inondations hors ménages TMS, ARIEP/ACTR 39 904 TMS Les préinscrits dans le TMS (les 80 000 INSCRITS) qui ne bénéficient pas de TMS, ARIEP et ARSE 542 Listes des ménages bénéficiaires non-inscrits dans le RSU (hors préinscription) 81 Ménages ARSE sinistrés bénéficiaires 1206
Proportion de femmes bénéficiaires de transferts sociaux monétaires en réponse à un choc	65		<b>80%</b>	<b>80%</b>	Soit 32801 ménages dirigées par des femmes dont 915 des ménages bénéficiaires liés aux inondations
<b>Créer des opportunités économiques</b>					
Ménages bénéficiaires du programme d'activités génératrices de revenus pour les moyens de subsistance ayant lancé leurs activités (Nombre)	10 000,00		<b>NA</b>	<b>10 583</b>	Il s'agit ici des ménages ARIEP
Femmes bénéficiaires du programme Activités Génératrices de Revenus pour les moyens de subsistance ayant lancé leurs activités (Pourcentage)	65%		<b>NA</b>	<b>81,1%</b>	Il s'agit ici des ménages ARIEP
Ménages bénéficiaires du programme argent-contre-travail pour la résilience (Nombre)	5 000,00		<b>NA</b>	<b>3 373</b>	Il s'agit des ménages ACTR qui ont déjà reçu le payement du premier cycle
Femmes bénéficiaires du programme argent-contre-travail pour la résilience (Pourcentage)	65%		<b>NA</b>	<b>76,2%</b>	Il s'agit des ménages bénéficiaires ACTR
Personne/jours d'emploi créés (Nombre)	300 000,00		<b>NA</b>	<b>45 575</b>	
Ménages bénéficiaires participant à la formation technique (Nombre)	10 000,00		<b>13 444</b>	<b>13 344</b>	Il s'agit de nombre ménages apte
Femme ayant bénéficié d'une formation technique (Pourcentage)	65%		<b>82%</b>	<b>82%</b>	
Pourcentage de ménages bénéficiaires du programme d'activités argent-contre-travail utilisant de l'engrais biologique (Pourcentage)	60%		<b>NA</b>	<b>NA</b>	Les composts ne sont pas encore utilisables lors de la mission
Mères leaders élues et formées (Nombre)	200	500	<b>NA</b>	<b>694</b>	Y compris les ML dans ACTR

Jeunes (18-34 ans) bénéficiaires des interventions sur la résilience et les opportunités économiques (ménages gérés par des jeunes)	7000		NA	7 070	Il s'agit des ménages gérés par des jeunes ou ayant un jeune (18-34 ans au moment du ciblage) gestionnaire de l'activités résidant dans le ménage de plus de 34 ans
Superficie (re)boisée ou réhabilitée à travers des activités argent-contre-travail pour la résilience (Hectare [Ha])	150		NA	82	Il s'agit des activités dans le cadre de ACTR et de ARIEP
Ménages bénéficiaires recevant des mesures d'accompagnement relatives au capital humain (Nombre)	12 000,00	15 000,00	NA	15 755	
Ménages ayant bénéficié d'une formation sur le maraîchage (Nombre)	7 000,00		NA	1 896	Les formations seront menées dans le cadre de la stratégie de sortie
<b>Renforcement de la coordination des filets de sécurité, de la gestion de projet, du suivi et de l'évaluation</b>					
Cadre institutionnel : nombre de ménages inscrits au registre des bénéficiaires (Nombre)	40 000,00		NA	62 000	
Pourcentage de plaintes reçues et résolues dans un délai de 18 jours (pourcentage)	90%		99,9%	100%	Toutes les plaintes enregistrées sont traitées dans le délai soit <b>6847</b> plaintes enregistrés et traitées.
Nombre de rapports périodiques sur le Mécanisme de traitement des plaintes (Nombre)	4		3	3	
Nombre de feedback des bénéficiaires en rapport au projet (Nombre)	4		2	2	
Audits opérationnels mis en œuvre (nombre)	3		1	2	Le recrutement de consultant pour l'audit opérationnel du ciblage est en cours
Coûts de fonctionnement du projet (Pourcentage)	15		12%	9,7%	
Bénéficiaires recevant leurs paiements par argent mobile (nombre)	10 000,00		41 703	41 703	

## Note technique sur le Cadre de résultats :

La revue à mi-parcours a rapporté que la quasi-totalité des cibles sont atteignables, voire dépassés, alors même que **certaines cibles sont à réviser à la hausse à cause de l'étendue des activités du projet** en réponse aux différents chocs climatiques survenus au cours de la mise en œuvre du projet.

Concernant des Indicateurs Objectifs Vérifiables (IOV), les indicateurs « Nombre de bénéficiaires des programmes de filets de sécurité sociale » et « Femmes bénéficiaires du filet social » **nécessitent l'augmentation des cibles** à cause des extensions horizontales des interventions en réponse aux dégâts causés par le cyclone Hydaia. Les cibles finales sont respectivement passés de 200 000 individus et 100 000 femmes à **250 000 individus et 130 000 femmes**. La revue à mi-parcours a constaté que les réalisations dépassent déjà à mi-parcours les cibles finaux avec 291 068 individus et 149 540 femmes bénéficiaires des programmes de filets de sécurité sociale.

Pour les autres indicateurs, la cible pour « Part des ménages vulnérables recevant des transferts monétaires sociaux en réponse à un choc » **est revue à la hausse de 40% à 50%**. Les cibles finales sur la « part des ménages vulnérables recevant des transferts monétaires sociaux en réponse à un choc » et la « part de femmes vulnérables bénéficiaires de transferts monétaires sociaux » sont déjà dépassées car les estimations des réalisations sont respectivement de 68,7% et 54,0%.

La « part des bénéficiaires ayant démarré leur activité à la fin du programme d'opportunités économique » et « Part des femmes bénéficiaires qui ont démarré leurs activités à la fin du programme » ont atteint 85,5% et 85,5%, alors que la cible intermédiaire est relativement de 30% et 50%.

Pour les indicateurs de Résultats Intermédiaires, les cibles finales sont déjà presque toutes atteintes, voire dépassées.

Composante 1 « Assurer une réponse immédiate aux chocs » : le nombre de « Ménages bénéficiant de transferts monétaires sociaux en réponse à un choc » **sera revue à la hausse et passée de 33 000 ménages à 35 000 ménages**. Le nombre de réalisations à mi-parcours pour « Ménages bénéficiant de transferts monétaires sociaux en réponse à un choc » et « Proportion de femmes bénéficiaires de transferts sociaux monétaires en réponse à un choc » sont déjà dépassés largement les cibles avec respectivement 41 703 ménages et 80% de femmes. Ces réalisations comprennent les transferts monétaires sociaux et les transferts pour les victimes du cyclone Hydaia.

Composante 2 « Créer des opportunités économiques » :

Pour l'activité ARIEP, le nombre de « Ménages bénéficiaires du programme d'activités génératrices de revenus pour les moyens de subsistance ayant lancé leurs activités » et la part des « Femmes bénéficiaires du programme Activités Génératrices de Revenus pour les moyens de subsistance ayant lancé leurs activités » sont estimés à 10 583 ménages et 79,5% des ménages bénéficiaires dépassant déjà les cibles finales. Tandis que pour ACTR, le nombre de « Ménages bénéficiaires du programme argent-contre-travail pour la résilience » réalisé lors de la revue à mi-parcours est de 3 373 ménages, qui est légèrement inférieur à la cible correspondante. Ce phénomène est dû au retard accusé par le démarrage des activités. Les prévisions indiquent que la cible finale serait atteinte. Par contre, la part « Femmes bénéficiaires du programme argent-contre-travail pour la résilience » réalisée dépasse déjà la cible finale.

Le nombre de « Ménages bénéficiaires participant à la formation technique » et la part des « Femme ayant bénéficié d'une formation technique » sont déjà dépassés lors de la revue à mi-parcours avec respectivement 13 344 ménages et 82%. Les indicateurs sont basés sur les ménages aptes. En ce qui concerne le « Pourcentage de ménages bénéficiaires du programme d'activités argent-contre-travail utilisant de l'engrais biologique », aucune réalisation n'est observée car les composts ne pourront être utilisés que vers le mois de novembre 2025. Les prévisions indiquent que les cibles finales seraient atteintes. Le nombre de « Jeunes (18-34 ans) bénéficiaires des interventions sur la résilience et les opportunités économiques » atteint 7 070 individus.

En ce qui concerne « Superficie (re)boisée ou réhabilitée à travers les programmes d'opportunités économique pour la résilience », elles englobent toutes les parcelles (re)boisées ou réhabilitées dans le cadre des ACTR et celles plantées en culture pérenne (café, ylang-ylang, bananiers, fruits à pain, litchis, etc.) dans le cadre des ARIEP. Au cours de la revue à mi-parcours, avec seulement 82 Ha de parcelles (re)boisées ou réhabilitées, la cible n'est pas atteinte à cause du retard du démarrage des ACTR. Les prévisions de réalisations à la fin du projet atteindraient la cible. **La définition doit être mise à jour pour inclure la partie ARIEP.**

Pour le nombre de « Mères/pères leaders élus et formés », **la cible finale doit être revue à la hausse de 200 individus à 500 individus**, car on a rajouté également les ML/PL dans le cadre des ACTR et l'augmentation du nombre de ménages bénéficiaires à encadrer. Il s'agit du nombre de ML/PL mis en place et qui ont suivi au moins la moitié (50%) des thèmes de formation dispensés. Cette cible est largement atteinte déjà lors de la revue à mi-parcours avec des réalisations de 694 individus.

La cible finale du nombre de « Ménages bénéficiaires recevant des mesures d'accompagnement relatives au capital humain » **nécessite une augmentation pour passer de 12 000 ménages à 15 000 ménages car on a intégré également les ménages ACTR qui ont suivi les séances de sensibilisation.** Avec une réalisation de 15 700 ménages sensibilisés, la cible est déjà atteinte.

La cible finale à atteindre pour le nombre de « Ménages ayant bénéficié d'une formation sur le maraîchage » est fixé à 7 000 ménages initialement. Cet indicateur englobe tous les ménages bénéficiaires des activités de la composante 2 (ARIEP et ACTR). La mission de revue à mi-parcours a rapporté 1 894 ménages qui est inférieur à la cible de 5 000 ménages à mi-parcours. Les prévisions indiquent qu'on va atteindre la cible finale car les formations sur le maraîchage sont programmées pendant le deuxième cycle des ACTR dans tous les villages bénéficiaires.

Composante 3 : Renforcement de la coordination des filets de sécurité, de la gestion de projet, du suivi et de l'évaluation

Pour le « Nombre de ménages inscrits au registre des bénéficiaires », l'objectif fixé est d'intégrer 42 000 ménages vulnérables bénéficiaires ou non de programmes de Protection Sociale. Cette cible est atteinte et largement dépassée dès la revue à mi-parcours avec une réalisation de 62 584 ménages.

En ce qui concerne le « Pourcentage de plaintes reçues et résolues dans un délai de 18 jours », comprend toutes les plaintes enregistrées dans toutes les activités et lors de toutes les étapes des interventions. La cible finale de 90% est atteinte avec 100% de réalisation.

Les « Nombre de rapports périodiques sur le Mécanisme de traitement des plaintes » et « Nombre de feedback des bénéficiaires en rapport au projet » fixés à atteindre à la fin du projet sont égaux au nombre de 4 rapports. Au cours de la revue à mi-parcours, respectivement trois et deux rapports sont validés. Les cibles finales seraient atteintes.

#### **Annexe 4 : Note technique sur les ARIEP, MACC, DPE, GARDERIES COMMUNAUTAIRES ET COMMUNICATION**

Les activités observées (ARIEP, MACC, Développement de la petite enfance, Garderies communautaires et communication) au niveau de chaque site avancent. Au vu de la revue à mi-parcours, les recommandations de la mission étaient focalisées sur les besoins d'amélioration de la qualité des interventions, des rigueurs en matière d'encadrement technique et de suivi ainsi que des contributions communautaires. Ci-après les actions à entreprendre pour chaque activité.

##### **1. Activités ARIEP :**

Ces activités consistent à fournir aux ménages vulnérables des transferts accompagnés d'un appui en formations techniques de base, pour leur permettre d'investir dans des activités génératrices de revenus et de favoriser la création d'emplois, notamment pour femmes et les jeunes. Tous les 13 394 ménages bénéficiaires de cette activité ont reçu les deux tranches de paiement d'un montant total de 160 000 KMF et dont la quasi-totalité a suivi des formations techniques de base. Tous les ménages bénéficiaires ont ouvert des comptes bancaires auprès des Sanduk et tous les paiements sont effectués par virement. Parmi ces ménages bénéficiaires, 10 581 ménages ont démarré leurs activités. Les activités exercées sont surtout le commerce de proximité (45%), l'agriculture (20%) et l'élevage de caprin (20%). Dans la grande majorité des cas (plus de 9 cas sur 10), l'évolution des activités est prometteuse. Les activités reçoivent des suivis périodiques. Le deuxième suivi technique des activités est prévu pour mi-mai et le paiement de la troisième tranche de paiement d'un montant de 40 000 KMF sera effectué à partir de mois de juin. La mission recommande d'identifier avant la fin du mois d'avril les causes des cas de non démarrage des activités pour permettre de résoudre les éventuels problèmes. Pour ces activités démarrées en retard, il est conseillé de respecter le délai entre le démarrage effectif de l'activité et le paiement de la troisième tranche des transferts. La mission recommande également de réfléchir sur la mise en place d'un mécanisme favorable à un meilleur écoulement de la production des ménages bénéficiaires comme l'organisation de foire PFSS ou les créations de groupements de producteurs. Des suivis particuliers doivent être menés pour les activités à risques telles que les maladies des caprins.

Un document sur les améliorations des accompagnements des ARIEP est en cours de finalisation, ce qui sera combiné dans un document final et dans la mise en œuvre au plan de sortie. Certaines activités de cette activité seront déjà lancées à partir du mois de mai, notamment : les sensibilisations des bénéficiaires à se regrouper pour des projets communs et qui seront appuyés par le projet.

##### **2. Perspectives des Mesures d'Accompagnement (MACC)-Développement de la Petite Enfance (DPE) :**

- Boîtes à image de formation sur le DPE de la grossesse à 6 ans disponible et à distribuer au niveau des groupes de mères-pères leaders au mois de juillet 2025
- Projection de vidéo de formation sur le DPE- des vidéos de formation DPE complémentaires en cours d'élaboration
- Plan de jeux et jouets suivant un catalogue inventorié sur le contexte comorien disponible et servira de guide pour la tenue des espaces parents et enfants. Des améliorations visibles sur les plans de session des espaces de bien être par village.
- Dans la majorité des villages, des foyers, des espaces publiques ou bien des locaux mis en place par des projets frères seront aménagés et outillés pour l'accueil des espaces enfants et parents. Ce seront des matériels mobiles et stockés au niveau du Comité de Protection Sociale en collaboration avec un ou une représentant-e des mères-pères leaders par village.

##### **3. Villages pilotes en garderie communautaire**

ILE/VILLAGE	Nombre d'enfant de 0-5 ans	Activité
<b>Mwali</b>		
Fomboni	1268	ACTR/ARIEP
Wanani	561	ACTR/ARIEP
Ziroudani	188	ACTR
Miringoni	130	ARIEP
<b>Ndzouani</b>		
Dindri	830	ACTR/ARIEP
Gnatranga	286	ACTR
Mromaji	270	ACTR
Vouani	266	ACTR/ARIEP
Tanambao	196	ARIEP
<b>Ngazidja</b>		
Boeni Ya Bambao	132	ACTR
Djoumoichongo	115	ACTR
Dzahadjou	121	ACTR/ARIEP
Moidja Ya Hamahamet	190	ACTR
Ivembeni	234	ARIEP

#### **4. Argents contre Travail Résilients (ACTR)**

- Tous les 5 946 ménages bénéficiaires de cette activité répartis dans 46 villages, et dont 3 075 à Ngazidja, 2 119 à Ndzouani et 752 à Mwali ont déjà reçu leur carte biométrique, Parmi eux, 2 849 ménages (soit 47,9%) ont reçu les paiements de 75 000 KMF après 30 jours de travaux lors du premier cycle. Tous les bénéficiaires ont ouvert des comptes mobiles money (Telco, Huri) pour tous les paiements. Cette activité a permis d'offrir des emplois aux travailleurs non qualifiés et semi-qualifiés dans le cadre d'interventions à forte intensité de main-d'œuvre, de fournir un revenu supplémentaire pour répondre à leurs besoins immédiats et de renforcer leurs compétences sur diverses techniques de production, ainsi que de générer des actifs communautaires pour le développement local et l'insécurité alimentaire tout en renforçant une productivité résiliente aux changements climatiques. Au cours du premier cycle de travaux, 120 453 homme/jours de travail sont réalisées. Les activités sont concentrées sur les aménagements des espaces agricoles (Défense et restauration des Sols, embocagement, reboisement...), la mise en place des pépinières d'arbres forestiers ou /et d'arbres fruitiers, la production améliorée en association et rotation des cultures vivrières et maraîchères, la multiplication des Plants vivriers (Technique des plants issus de la fragmentation-PIF avec les variétés locales et améliorées, la multiplication rapide de taro...). Malgré les quelques difficultés au début, l'application de la présence digitalisée a permis de faciliter le comptage de jours de travail et la sortie des états de paiement et de réduire le nombre de plaintes. Le deuxième cycle des travaux va démarrer vers le début du mois de mai. Pour améliorer la qualité des travaux, la mission recommande la mise en place un dispositif de suivi digitalisé des visites sur terrain avec envois de photos des chantiers des personnels des Agences d'Exécution (chef de mission, chef de chantier). Les sensibilisations des bénéficiaires pour les entretiens inter-cycles doivent également être renforcées. Les responsables techniques au sein de la Coordination du projet doivent faire des contrôles inopinés pour faire respecter les normes de travail imposées dans les cahiers des charges (superficie, propreté des lieux, normes techniques). La mission propose de renforcer

l'équipe de vérification des comptes bancaires des bénéficiaires et de procéder aux paiements des comptes en règle afin d'éviter les retards de paiement.

- Elaboration d'un document de cadrage sur les normes des sites de démonstration ACTR
- Identification et aménagement des sites destinés pour les garderies communautaires, sensibilisation et préparation des bénéficiaires
- Réunion de mise au point avec les ONG sur la qualité des encadrements techniques, MACC et inter cycle pour tous les sites.

**5. Principaux axes de COMMUNICATION pour les 6 mois à venir :**

- Communication pour le grand public à renforcer : Diffusion émission radio-vidéo avec les médias locaux, mise en place de panneaux publicitaires par île et des panneaux du projet par village, production de supports visuels en quantité suffisante jusqu'à la fin du projet, Diffusion d'une vidéo par mois sur youtube et page facebook,
- Communication institutionnelle : poursuite des réunions de présentation des résultats du projet auprès de autorités, production de brochures ou des bulletins périodiques.
- Communication au niveau communautaire : diffusion de vidéos au passage du personnel du projet par village, mise en place d'un panneau d'affichage et couverture des affiches par villages sur les différents thèmes du projet, distribution de brochures de formation aux bénéficiaires.

Pour ce faire, le PFSS proposera des acquisitions en matériels qui seront nécessaires pour l'amélioration des interventions au niveau communautaire.

- 6. Registre Social :** Ce dispositif est mis en place pour permettre d'identifier et cibler les populations vulnérables, d'améliorer la coordination des interventions dans la Protection Sociale, d'optimiser l'utilisation des ressources et de fournir des données fiables pour la planification. Plus de 85% des activités de mise en place du Registre Social sont réalisées. Même si quelques modules sont encore en cours de finalisation, le Registre Social est déjà opérationnel. Il comprend 62 584 ménages vulnérables répartis dans 122 villages dans les trois îles des Comores. Un modèle de type Proxy-Means-Testing (PMT) est intégré dans le dispositif pour calculer les scores de vulnérabilité des ménages et de les classer selon le degré de vulnérabilité. Un seuil de vulnérabilité est déjà introduit pour identifier les ménages vulnérables. Le module d'octroi de l'identification unique est déjà mis en place et le module de détection et traitement des doublons est en cours de finalisation. Pour finaliser l'apurement des données contenus dans le Registre Social et collecter des données dans d'autres villages, la mission recommande de collaborer avec l'INSEED. Le modèle PMT sera mis à jour en utilisant les bases de données récentes disponibles sur les conditions de vie des ménages. Le renouvellement du contrat du consultant qui a conçu le Registre Social doit être effectué le plutôt possible pour finaliser les modules incomplets. Le protocole d'accès aux données doit être finalisé. Des échanges d'expériences avec d'autres pays seront organisées pour la finalisation du module interopérabilité avec d'autres bases de données. Les activités de promotion et de sensibilisation sur le Registre Social sera attribuée à la DGPS qui sera installée au sein du MSPS.

- 7. Digitalisation :** La mission a constaté avec satisfaction les efforts menés par la partie gouvernementale et l'Unité de gestion du Projet pour la digitalisation des opérations dans le cadre du projet. Le dispositif digital mis en place au sein du projet comporte plusieurs composantes : Le Plateforme de Gestion des Bénéficiaires (PGB) est conçu pour l'enregistrement, la carte biométrique et le paiement. Le Plateforme de Gestion des Plaintes (PGP) est opérationnel pour l'enregistrement et le traitement des plaintes. Le Plateforme de Gestion Interne (PGI) est en cours de finalisation pour la gestion administrative du projet. Le

logiciel Kobotoolbox, PowerBi est utilisé pour la collecte et traitement des données. Toutes les opérations techniques depuis le ciblage à la sortie des états de paiement sont déjà digitalisées. Le Management Information System (MIS) est déjà disponible mais étendu sur quelques fonctionnalités : importation des données, paiement, gestions des AGEX. Le projet est complètement indépendant pour la mise à jour du dispositif. D'importants efforts sont déployés par le projet pour le renforcement de capacité du personnel dans ce domaine. La mission recommande de consolider ces efforts. Le serveur principal a été endommagé suite aux effets des tonnerres. La mission a recommandé de le remplacer le plus tôt possible pour éviter la rupture des activités du serveur. Le recrutement d'autres stagiaires est également jugé nécessaire pour alléger les charges de travail dans le département Digitalisation. Le projet doit également faire des investissements pour acheter des logiciels professionnels sous licence plus riches en fonctionnalités par rapport aux logiciels gratuits utilisés actuellement. Après la mise en place d'un système de gestion intégré digitalisé, la conception d'un tableau de bord centralisé devra être prioritaire.

- 8. Suivi-évaluation** : Le projet accorde une importance particulière au suivi-évaluation des activités. Parmi les points forts du projet est que les techniques et dispositifs spécifiques mis en place pour suivi-évaluation sont conformes aux standards internationaux. Le dispositif comporte les composantes suivantes : Enquêtes Evaluation d'impact (baseline et endline), Enquêtes suivi technique périodiques et Enquêtes SECAP. Pour l'évaluation d'impact du projet, une enquête sur la situation de référence (baseline) a été réalisée avant le paiement de la deuxième tranche de transfert. Les résultats de cette enquête fournissent les situations initiales sur les caractéristiques socio-économiques et conditions de vie des ménages bénéficiaires. Une enquête sur la situation finale (endline) sera réalisée après le paiement du fond de sortie. A l'aide de la combinaison de la méthode de double différence (DD) et la méthode d'appariement par les scores de propension (PSM), on va procéder aux mesures des impacts du projet sur les conditions de vie des ménages, la consommation et la situation de pauvreté, l'activité et l'emploi, la santé, l'éducation, l'épanouissement de la femme, les changements positifs de comportement, etc.. Un dispositif de même type est mis en place parallèlement pour apprécier l'impact des activités du projet dans le Développement de la Petite Enfance (DPE). La mission recommande d'accélérer le traitement des données et la rédaction des rapports d'analyse sur ces enquêtes baseline avant mi-juillet 2025. L'enquête suivi technique n°1 (parmi les cinq) est terminée et a permis d'apprécier les conditions de démarrage des activités ARIEP : investissement, respect du plan de relèvement, problèmes et contraintes techniques. L'enquête suivi n°2 est en cours de préparation. Il a été recommandé de terminer le traitement des données et la rédaction du rapport d'analyse avant fin juillet 2025. Deux enquêtes SECAP (parmi les quatre) ont été effectuées et dont les rapports sont déjà validés. Les résultats de ces enquêtes ont permis d'améliorer les performances du projet en fonction des perceptions et feedback des bénéficiaires sur la gestion des activités du projet. La mission recommande de capitaliser les résultats de ces enquêtes pour améliorer la gestion du projet à la suite des perceptions et réponses des ménages bénéficiaires ou des encadreurs.

Annexe 5: Liste des personnes rencontrées

	Nom et prénoms	Fonction
1	Ahamadi Sidi Nahouda	Ministre de la Santé et de la Protection Sociale (MSPS)
2	Mr Nour El Fath Azali	Secrétaire Général du Gouvernement (SGG)
3	Dr Ben Imani Issa	Secrétaire Général du MSPS
4	Mr Mahamoudou Abidina	Secrétaire général du ministère de la Promotion du Genre, de la Solidarité et de l'information
5	Mr Hachim	Directeur Administratif et Financier du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale
6	Mr Idrisse Ali	Directeur national de la solidarité et de la protection sociale
7	Allawui Sohib Achirafi	DNS/MPGSI
<b>UGP PFSS-RR</b>		
8	Mr Ibrahima AHAMADA	Coordonnateur national
9	Mr Ombadi Oussen	Directeur national administration, finances et planification
10	Mr Abdoul-latuf Abdallah	Directeur national des programmes de filets sociaux et gestion des risques environnementaux et sociaux, assurant l'intérim du Directeur régional de Ngazidja
11	Mr Mohamed Bahtine El Maarouf	Directeur national suivi évaluation, digitalisation et système d'information
12	Mr Amri Salim	Directeur régional, Ndzouani
13	Mr Bendjedid Mohamed	Directeur régional, Mwali
14	Mr Kamardine Youssouf	Chef de département digitalisation, administration réseaux et système d'information
15	Mr Taoufik Aboubacar	Responsable en communication
16	Mr Chakira Ahmed	Assistant administration réseaux, digitalisation et système d'information
17	Mr Amdjad Ben Inoussa	Responsable de la passation des marchés
18	Mr Abdoul-el-Anfour Abdou Mboreha	Assistant en passation des marchés
19	Mr Arifouddine Ahmed	Responsable national chargé de VBG, sauvegarde sociale et gouvernance citoyenne
20	Mr Moussa Abdourazak	Responsable national des activités de résilience, inclusions économiques et productives
21	Mr Ahmed Maoulida Soilihi	Responsable national des activités communautaires et gestion des risques environnementaux
22	Mme Rahada Abdillahi Aboubacar	Responsable national des programmes de sortie, renforcement de capital humain et autonomisation des femmes
23	Mr Thaoubane Mradabi	Comptable national
24	Mme Moinafatima Abdallah	Comptable au bureau Régional NGZ
25	Mme Choudjay Mohamed	Assistant en passation des marchés NGZ
26	Mr Kassim Youssouf	Responsable technique des activités communautaires et chargé de la sauvegarde environnementale NGZ
27	Mr Djibaba Nassurdine	Responsable technique des activités de résilience, inclusions économiques et productives NGZ
28	Mme Kamaria Hassani	Responsable technique du programme de sortie, renforcement du capital humain et autonomisation des femmes. NGZ
29	Mme Sidi Mohamed Idarousse	Analyste réseaux, digitalisation et système d'informations, suivi évaluation NGZ
30	Mme Faharya Djahe	Assistant sauvegarde sociale, vbg, gouvernance citoyenne et suivi des processus NGZ

USAGE PUBLIC